



RETRAITÉ-E-S ! MANIFESTONS !

Le 1^{er} octobre 2021 au Mans

Départ place d'Arcole à 10h

en direction de la préfecture

Une audience a été demandée au préfet

Septembre, octobre, novembre : mois clés de votes des budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances.

Mobilisons-nous pour satisfaire nos revendications.

POUR L'AUGMENTATION DES RETRAITES,

PENSIONS DE BASE ET COMPLEMENTAIRES !

POUR QUE LE RISQUE « perte d'autonomie »

soit intégré dans sa branche maladie ! Défendons la Sécurité Sociale !

Le coût de la vie a augmenté de plus de 1,6% depuis le 1^{er} janvier 2021 et les tarifs du gaz, de l'électricité... s'envolent, les salaires, traitements, pensions du privé, du public, des actifs et des retraités sont à la traîne et sont toujours loin d'être indexés sur le coût de la vie !

Pour les retraités: avec 0,4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires, le compte n'y est pas !

D'autant que depuis deux ans déjà, nous sommes spoliés sur les **pensions et retraites de base**.

Depuis quatre ans et demi, **c'est sur les complémentaires** par le jeu des reports et le gel des revalorisations...

Inacceptable !

Avec la valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Non au gel des pensions !

Pas de retraite inférieure au Smic !

Pour une amélioration des pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge afin de garantir le niveau de vie du conjoint-e survivant et extension aux couples pacsés, concubin-es !

Ce sont des « investissements » justes socialement et par voie de conséquence utiles aussi pour l'économie.

ET MAINTENANT, UN RAPPORT GOUVERNEMENTAL préconise :

- d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs,
- de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites !

MANIFESTONS !

**La pandémie a démontré que la protection sociale est un acquis essentiel.
Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée !**

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit nos libertés culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

Et comment également ne pas s'interroger sur le maintien de la propriété privée des brevets permettant aux multinationales d'engranger des profits gigantesques sur le dos des peuples ?

**NOTRE PLATE FORME
REVENDICATIVE COMMUNE DU 31
MARS DEMEURE D'ACTUALITE !**

- *Le Retour à la revalorisation annuelle de toutes les pensions et retraites au 1er Janvier et, l'indexation sur l'évolution des salaires et non sur celle des prix ;*
- *Le maintien et la revalorisation des pensions de réversion ;*
- *Le retour à l'exonération fiscale des majorations familiales de pension pour les retraités ayant trois enfants ;*
- *Le développement et le renforcement des services publics, indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé (établissements hospitaliers, EHPAD...) ; (...)*
- *La suppression de la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA) de 0,3 % ;*
- *Le retour au financement de la Sécurité Sociale par les cotisations sociales, salariales et patronales, et non par l'impôt telle la CSG.*

Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

**200 000 embauches sont nécessaires dans les EHPAD et 100 000 au niveau de l'aide à domicile !
Création d'un EPHAD sur Le Mans Sud !**

Les services d'urgence des hôpitaux de proximité en Sarthe ne fonctionnent que partiellement comme à Montval, St calais, Le Bailleul **Ils sont menacés comme dans les autres départements de suppression pur et simple s'ils n'atteignent pas un certain quota ! INADMISSIBLE !**

Nous exigeons la création des établissements publics indispensables pour garantir l'égalité d'accès aux soins pour tous !

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier !

Le seul accueil par internet n'est pas du service public. le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public...

Oui nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.